

[Text]

As I said, it serves little purpose to have terminology that consumers do not understand. Such wording only serves to confuse the consumer. I recall a past regulatory proposal from years gone by to have only scientific terminology used in labelling—anti-pyretics instead of fever reducer, or anti-flatulent instead of an anti-gas product, were examples of labelling terms understood by the bureaucracy and by industry scientists but not necessarily by the consumer. This is reinforced in focus group tests that indicated many consumers thought anti-flatulent was a bust developer!

Clearly, government needs to adopt a flexible attitude towards labelling.

Mr. Skinner: The current regulatory policies, however, can lead to labelling that may only be understood by the bureaucrat and the industry but not the end user. Thus, when we consider how to disclose non-medicinal ingredients we need to understand that this term in particular was invented primarily in the bureaucracy and is not clearly understood by consumers who must make use of the information.

I think earlier Ms Copps gave us an indication of the confusion that may exist as to what an excipient is, what a non-medicinal ingredient is, what an additive is and so on. A better approach to this would be to allow phrases such as "may also contain" or "also contains" and so on.

Regarding improvements to the current status of labelling for non-medicinal information, our association recognized that this concern is valid and has acted to improve its own code. The question no longer is should this information be made available but rather how it should be done. Already our code encourages full disclosure and more and more of our manufacturers are doing this. However, not all pharmaceutical companies belong to the Nonprescription Drug Manufacturers Association, and thus not all must adhere to our code. With this in mind, we have worked with other associations to encourage broader use of volunteerism. The Health Protection Branch has been petitioned to regulate this area, and has recently issued the information letter we spoke about, and while we are currently developing comment on the implementation details, we see this as a similar approach to regulations we supported in 1982.

[Translation]

En effet, comme je l'ai déjà dit, cela ne sert pas à grand-chose si l'on utilise des termes que les consommateurs ne comprennent pas. C'est plutôt le meilleur moyen de semer la confusion. On avait proposé il y a quelques années d'accorder la préférence à la terminologie scientifique dans l'étiquetage comme par exemple, de dire antipyrétique, quand on veut parler d'un produit susceptible de réduire la fièvre, ou antifatulent, au lieu d'un produit contre le ballonnement. C'est un bon exemple d'expressions que les technocrates et les scientifiques comprennent bien, mais pas nécessairement les consommateurs. Cette conclusion a d'ailleurs été vérifiée auprès de groupes de consommateurs qui croyaient qu'un antifatulent était un produit pour développer les seins!

Il est donc grand temps que le gouvernement adopte une attitude un peu plus souple face à l'étiquetage.

M. Skinner: Les politiques actuelles en matière de réglementation risquent cependant de favoriser l'usage d'une terminologie que les technocrates et les industriels sont en mesure de comprendre mais pas les consommateurs. Il est très important de tenir compte de ce facteur dans nos délibérations sur l'étiquetage de ces produits.

M^{me} Copps nous a donné tout à l'heure une bonne idée de la confusion entre excipient, d'ingrédient non médicinal et additif, etc. Il serait peut-être préférable d'autoriser l'usage d'expressions comme «peut également contenir» ou «contient également».

Notre association reconnaît la nécessité d'améliorer l'étiquetage pour ce qui concerne les ingrédients non médicinaux. C'est d'ailleurs pourquoi nous avons pris l'initiative d'améliorer notre propre code. Nous sommes donc arrivés au point de décider non pas la nature des données à divulguer mais bien de la manière de le faire. Notre code encourage déjà les fabricants à divulguer la totalité des ingrédients et un nombre sans cesse croissant de nos fabricants s'y conforment. Malheureusement, la Nonprescription Drug Manufacturers Association ne représente pas tous les laboratoires pharmaceutiques. Ils ne sont donc pas tous tenus de se conformer à notre code. Cela dit, nous avons collaboré avec d'autres associations pour encourager l'application de lignes directrices volontaires. Nous avons demandé à la Direction de la protection de la santé de réglementer ce secteur et avons publié la lettre d'information dont nous avons parlé tout à l'heure. Nous sommes également en train d'étudier les détails de mise en oeuvre. À notre avis, cette approche de la réglementation ressemble énormément à celle que nous appuyions déjà en 1982.

• 1920

Just to briefly reiterate, that date obviously lives on in most people's memories as the year that turned the consumer goods industry upside down, after the unfortunate incidences of cyanide being placed into some non-prescription products within Chicago pharmacies.

Le public se souvient sans doute de cette année comme d'une année de chambardements dans le secteur des biens de consommation. C'est en effet cette année-là que du cyanure a été retrouvé dans des médicaments en vente libre dans des pharmacies de Chicago. Notre association a